*LES PRINCIPES ET LES IDÉES DIRECTRICES
DU DROIT POLONAIS DES BREVETS D'INVENTION*

Stefan Grzybowski

*I. HISTOIRE DE LA LEGISLATION POLONAISE EN MATIERE
DE BREVETS*

Au moment du recouvrement de l'indépendance par la Pologne en 1918, quatre législations différentes étaient alors en vigueur sur son territoire en matière de protection des inventions, des modèles d'utilité, des créations ornementales et des marques de fabrique. Ce fut la législation autrichienne, allemande, russe et hongroise. Un office unique des brevets fut créé en vertu d'un décret du Chef de l'État du 13 décembre 1918, dans le but — selon les termes propres du décret — de délivrer des brevets d'invention, des certificats de protection du droit de propriété des dessins et modèles et des certificats de protection des marques de fabrique. Ensuite, par trois décrets du Chef de l'État une législation unique fut établie pour l'ensemble du pays, séparément pour les inventions, les dessins et modèles et les marques de fabrique. Mais, dans les conditions de l'époque, aucun brevet ne fut délivré ni aucune marque de fabrique enregistrée pendant les cinq années où ces décrets restaient en vigueur. L'Office des brevets ne commença réellement son activité qu'après la publication d'une loi du 5 février 1924 sur la protection des inventions, des modèles et des marques de fabrique, qui était venue se substituer aux décrets précités et qui fut plusieurs fois amendée par la suite.

Antérieurement déjà, la Pologne s'était engagée dans l'art. 19 du traité dit petit de Versailles du 28 juin 1919 ¹ à adhérer à la Convention d'union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, ce qu'elle fit en la signant le 30 juin 1930 et en publiant

¹ Ce fut un traité signé entre les Principales Puissances Alliées et Associées d'une part et la Pologne de l'autre.

son texte au Journal des Lois. Le texte alors en vigueur était celui de Washington de 1911. A la suite des amendements apportés à La Haye en 1925 au texte de la Convention, un règlement du Président de la République du 22 mars 1928 sur la protection des inventions, des dessins et modèles et des marques de fabrique vint apporter les adaptations nécessaires. Une loi du 17 mars 1931² ratifia le texte de La Haye qui fut publié au Journal des Lois³. Ce texte est toujours) en vigueur en Pologne, car ce pays n'a pas ratifié le texte adopté à Londres en 1934 ni celui — jusqu'à présent du moins — adopté à Lisbonne en 1958.

Jusqu'à la fin de 1949 le règlement de 1928 restait en vigueur sans aucun amendement important⁴. Depuis 1945 toutefois, ses dispositions étaient applicables dans les conditions essentiellement modifiées du système constitutionnel et socio-économique, avec une socialisation poussée des moyens de production. Il fallait donc d'urgence modifier de nombreuses dispositions du règlement de 1928 et de régler les problèmes nouveaux qui surgissaient. En tout cas, il n'était nullement question de déroger aux principes adoptés par la Convention d'Union de Paris. Les problèmes suivants demandaient surtout à être réglés sur le plan juridique:

1° l'organisation et la coordination de l'activité inventive, ainsi que les garanties tendant à assurer un mouvement massif en une planification dans ce domaine;

2° les rapports naissant en relation avec l'activité inventive, eu égard à la socialisation des moyens fondamentaux de production;

3° les rapports concernant les inventions d'un genre particulier, inconnues jusqu'alors de la législation en vigueur, à savoir les perfectionnements techniques et les rationalisations⁵, et enfin

4° le nouveau règlement du problème de l'exercice et de l'application des projets inventifs, en particulier du fait que dans l'immense majorité des cas ces projets étaient exécutés et appliqués par des unités de l'économie socialisée.

En outre il est apparu nécessaire de modifier:

² J. des L., n° 37, texte 277.

³ J. de L. de 1932, n° 2, texte 8 et 9.

⁴ De nombreuses modifications apportées avant la Seconde Guerre mondiale et les modifications de 1945 et 1948 concernaient des problèmes secondaires.

⁵ Actuellement ils font l'objet d'une institution unique dite de projets de rationalisation.

5° certaines dispositions spéciales concernant les contrats de licence,

6° les dispositions sur les inventions intéressant la défense de l'État, et

7° les dispositions sur les ingénieurs-conseils.

Une réforme dans ce sens fut effectuée par quatre actes législatifs fondamentaux ⁶ qui, bien que l'ensemble du droit des brevets continuât à être fondé sur les dispositions de base du règlement de 1928, mettaient en oeuvre des principes du droit des brevets mieux adaptés à la société socialiste. L'un de ces principes, notamment établit que dans une économie socialiste la tâche de l'État ne consiste pas seulement à assurer la naissance et la protection du droit exclusif d'exploitation de l'invention, mais aussi à organiser l'exécution de ces projets et leur application dans l'économie nationale. Ces problèmes passent de la gestion des entrepreneurs individuels à la gestion de l'État et des personnes juridiques de l'État. En même temps, le nombre des sujets de droit civil exerçant une activité économique dans le domaine de l'industrie et du commerce diminue sensiblement, tandis que les sujets socialisés exerçant une activité économique (entreprises d'État, coopératives) deviennent dépendants sur le plan organisationnel de leurs unités supérieures. Les besoins des échanges de droit civil (acquisition de brevets, conclusion des contrats de licence) se rétrécissent dans de nombreux cas, tandis qu'apparaît la nécessité d'un règlement unique par des normes juridiques de la question de l'exploitation des inventions par les unités de l'économie socialisée ainsi que d'une organisation unique de l'activité inventive.

Cette situation fait modifier, bien entendu, l'objet du droit des brevets. Désormais on y fait inclure des projets de rationalisation (perfectionnement technique et autre) qui ne sont ni inventions ni modèles, alors qu'on tend à exclure de l'objet de ce droit les dessins et les marques de fabrique ⁷. En même temps, la méthode de règlements des rapports en matière d'inventions change, elle aussi.

⁶ C'étaient en particulier: la loi du 20 décembre 1949 portant création d'un Collège d'ingénieurs-conseils, remplacée ensuite par une loi du 22 mai 1958 sur les ingénieurs-conseils; la loi du 20 décembre 1949 sur les inventions et les modèles intéressant la défense de l'État; la loi du 18 juillet 1950 sur les licences d'exploitation des inventions et des modèles; le décret du 12 octobre 1950 sur les inventions de travailleurs.

⁷ Cette exclusion ne fut accomplie que par une loi de 1962.

A côté de moyens d'action de droit civil on voit apparaître très nettement des instruments administratifs. Finalement, on cesse même du qualifier cette branche du droit de «droit des brevets» du de «droit relatif à la protection des inventions, des modèles et des marques de fabrique» et l'on parle de «droit des inventions». C'est d'ailleurs la dénomination introduite plus tard dans une loi de 1962.

II. LOI DE 1962 PORTANT DROIT DES INVENTIONS

Déjà au cours de la réforme du droit des inventions effectuée en 1949 et 1950, on se rendait compte exactement des imperfections de cette réforme et de peu de chances qu'elle avait de subsister longtemps. Au cours des années suivantes cette opinion s'est encore consolidée face à la pratique et aux défauts législatifs relevés, ainsi qu'en présence de nouvelles modifications de l'économie nationale. Il fallait donc disposer autrement sur le plan législatif les questions appelées à être réglées dans le futur droit des inventions et, en outre, contrôler soigneusement toutes les dispositions en vigueur, en cherchant à créer un tout unique et cohérent, et d'examiner également comment fonctionnaient en pratique les dispositions rapidement rédigées dans années 1949 et 1950, de les soumettre à une vérification et de faire disparaître des défauts constatés. Le principe des travaux de codification entrepris en cette matière fut donc l'unification des dispositions en vigueur ainsi que leur rectification et amélioration.

Il fut décidé de faire englober par la nouvelle codification l'ensemble du droit des inventions, mais ce droit seulement. L'oeuvre fut accomplie par une loi du 31 mai 1962 intitulée *Droit des inventions*⁸. Elle concerne tous les «projets d'invention», c'est-à-dire aussi bien les inventions et les modèles qui peuvent faire naître, par brevet ou enregistrement, un droit exclusif d'exploitation lucrative et professionnelle, que des projets dits de rationalisation, dont la création n'est pas de nature à faire naître un droit exclusif d'exploitation. La loi ne concerne donc pas les dessins, qui sont régis par un règlement du Conseil des ministres du 29 janvier 1963 sur la protection des dessins et modèles⁹, ni les marques de fabrique, régies par une loi du 28 mars 1963 sur les

⁸ J. des L. n° 33, texte 156.

⁹ J. des L. n° 8, texte 45.

marques de fabrique ¹⁰. En conséquence, puisque l'Office des brevets est demeuré compétent tant pour la délivrance de brevets et l'enregistrement des modèles d'utilité, que pour l'enregistrement des dessins et des marques de fabrique, de nouveaux actes législatifs ont été publiés: une loi du 31 mai 1962 sur l'Office des brevets de la République Populaire de Pologne ¹¹ et une loi du 21 avril 1966 sur les ingénieurs-conseils ¹². Ces actes fondamentaux ont ensuite été complétés par des dispositions concernant l'organisation de l'Office des brevets et la procédure à suivre devant cet Office, par des dispositions relatives à l'organisation de l'activité inventive et des rapports en matière d'inventions de travailleurs et, enfin, par de nombreuses autres dispositions d'application. Cela représente au total près de 40 actes normatifs d'ordre inférieur.

Dans cette brève étude on ne peut exposer que quelques problèmes choisis du nouveau droit polonais en matière de brevets d'invention ou plutôt même les lignes très générales seulement de ces problèmes.

III. DROITS SUBJECTIFS

Dans le nouveau droit de 1962 ¹³ aucune modification de fond n'a été apportée qui soit de nature à ébranler les principes législatifs admis et généralement reconnus dans ce domaine. Malgré la nécessité de régler des problèmes nouveaux, qui sont apparus en liaison avec le système socialiste de gestion, on a soigneusement veillé à ce que les dispositions de la loi fussent conformes aux stipulations de la convention d'union de Paris. D'après l'art. 3 de la loi de 1962 «les dispositions de la présente loi ne portent pas

¹⁰ J. des L. n° 14, texte 73.

¹¹ J. des L. n° 33, texte 157.

¹² J. des L. n° 14, texte 86.

¹³ Par la suite notre étude portera uniquement sur les problèmes du droit des brevets au sens de la loi de 1962 et laissera de côté les problèmes relatifs aux dessins et aux marques de fabrique. Pour les dessins cf. S. Grzybowski, *Protection of Applied Arts in Industry*, dans: *Rapports Polonais présentés au sixième Congrès International de Droit Comparé*, Warszawa 1962, p. 57 et s., ainsi que, sur la base du droit actuellement en vigueur idem, *Das neue polnische Erfinderrecht*, «Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht, Auslands- und Internationaler Teil», vol. 4, 1964, p. 71 et s. On a laissé également de côté les dispositions relatives à l'organisation et à la procédure, car elles occuperaient trop de place. Quant à l'ensemble du droit des brevets cf. l'article susmentionné dans «GRUR», p. 65 et s.

atteinte aux dispositions des traités internationaux»¹⁴, tandis que d'après l'art. 4 «les ressortissants des États étrangers bénéficient de droits qui leur sont dus en matière d'invention en vertu des traités internationaux par lesquels est liée la République Populaire de Pologne ou sur la base de réciprocité»^{15 16}.

1. *Les projets d'invention et les droits exclusifs.* En cas de réalisation d'une invention ou de création d'un modèle il peut naître un droit exclusif d'exploitation de cette invention ou de ce modèle d'une manière lucrative ou professionnelle, par l'obtention d'un brevet d'invention ou par l'enregistrement du modèle (obtention d'un certificat de protection). La nouvelle loi n'a pas modifié par rapport aux dispositions antérieures ni la détermination de la condition de nouveauté et les autres conditions de la brevetabilité et du dépôt, ni la durée du droit exclusif¹⁶. Il convient de souligner que, d'après la disposition de l'art. 13, «est considéré comme invention une nouvelle solution d'un problème technique, susceptible d'application dans l'économie nationale ou dans le domaine de la défense de l'État ou bien susceptible d'application après la réalisation des conditions requises».

Le droit exclusif d'exploitation est un droit absolu, efficace *erga omnes*. Les personnes qui ne sont pas sujets de ce droit peuvent obtenir le droit d'utiliser l'invention ou le modèle en vertu d'un contrat de licence ou d'un contrat de droit commun (civil), ou bien en vertu d'une licence obligatoire. Les dispositions de la loi ne précisent pas si les contrats de licence et les licences obligatoires font naître au profit du licencié un droit absolu ou s'ils lui donnent seulement des prétentions vis-à-vis du breveté. La prati-

¹⁴ Cette disposition n'était même pas nécessaire, conformément à la thèse incontestable des S. Rozmaryn dans *Skuteczność umów międzynarodowych PRL w stosunkach wewnętrznych* [L'efficacité des conventions internationales de la R.P.P. dans les rapports internes], «Państwo i Prawo», 1962, n° 12, p. 951 et s. sur l'application directe en Pologne des conventions internationales ratifiées.

¹⁵ Pour quelques dispositions spéciales en cette matière v. infra, partie V.

¹⁶ Sans modification également sont restées en vigueur les dispositions concernant les restrictions territoriales, les brevets et les certificats additionnels de protection, l'obligation d'exploiter une invention ou un modèle, etc. En revanche, on supprima l'institution de l'expropriation au profit de la «liberté industrielle et commerciale», en laissant l'expropriation au profit de l'État.

que semble se pencher vers la seconde solution. Les licences et les autres contrats d'exploitation des inventions ou des modèles utilitaires n'ont plus cependant la même signification' économique qu'autrefois. Leur portée est plus restreinte, car d'après l'art. 92, al. 1^{er} «le droit d'utilisation des projets d'inventions de travailleurs¹⁷ et d'autres projets d'invention constituant propriété de l'État appartient également à toutes les unités de l'économie socialisée, conformément à leurs tâches définies par les plans économiques»¹⁸. Les contrats de licences et les autres contrats d'utilisation d'une invention ou d'un modèle¹⁹ ont donc conservé leur signification dans les rapports de l'économie non socialisée, dans les rapports entre les unités de l'économie socialisée d'une part et les sujets de l'économie non socialisée de l'autre, ainsi que dans les rapports avec l'étranger.

Les projets de rationalisation ne font pas naître de droits exclusifs. Conformément à l'art. 83, al. 1^{er}, est considéré comme projet de rationalisation un projet nouveau²⁰, n'ayant pas les traits d'une invention ou d'un modèle, lorsque, dans le domaine de l'économie nationale: a) il apporte une amélioration dans le domaine de la technique utilisée, de la qualité des produits, des méthodes du contrôle technique, de la recherche ou de la sécurité et hygiène du travail, ou²¹ b) il permet d'accroître le rendement du travail ou d'utiliser plus efficacement la capacité de production, l'énergie, les installations, les matériaux et les matières premières. D'après l'art. 83, al. 2, le projet de rationalisation peut consister également en une adaptation aux besoins d'une unité de l'économie socialisée d'une solution déjà connue du problème concerné. Des dispositions plus détaillées relatives aux projets de rationalisation ne sont prévues que pour les unités de l'économie socialisée. En ce qui concerne les autres sujets on ne peut appliquer aux projets de rationalisation qui n'ont pas le caractère de projets de travail-

¹⁷ Sur la notion d'invention de travailleurs v. infra, partie III. 2.

¹⁸ D'après l'art. 92, al. 3 cette disposition n'est pas applicable, lorsque l'unité de l'économie socialiste a droit d'utiliser une invention de non-travailleur en vertu d'un contrat.

¹⁹ Par exemple, les contrats d'usufruit (cf. les art. 252 et 265 C.c.) ou les contrats conclus avant l'obtention du droit exclusif d'exploitation de l'invention ou du modèle utilitaire.

²⁰ La qualité de nouveauté d'un projet de rationalisation est précisée dans l'art. 84.

²¹ Dans le projet de loi il y eut à cette place le mot «et» et non «ou».

leurs que les dispositions de droit civil, et en particulier les dispositions relatives aux obligations.

2. *Le droit au brevet ou au dépôt d'un modèle.* La loi de 1962 divise toutes les inventions et tous les modèles en deux groupes: ceux qui sont l'oeuvre de travailleurs et ceux qui ne le sont pas. La loi ne parle toutefois des inventions et des modèles de travailleurs que dans ce cas exclusivement où le droit au brevet ou au dépôt naît au profit de l'État dans le cadre de l'économie socialisée. Les inventions et les modèles utilitaires qui font partie de ce groupe pourraient donc recevoir la dénomination: «inventions et modèles socialisés de travailleurs». Tous les autres modèles et inventions ne sont pas ceux de travailleurs. Le droit au brevet ou au dépôt naît, en ce qui les concerne, soit au profit du créateur (inventions et modèles utilitaires «libres»), soit au profit de l'employeur (ou de l'entreprise) qui n'est pas unité de l'économie socialisée. Ainsi, nous avons pratiquement trois groupes: inventions et modèles de travailleurs dans l'économie socialisée, inventions et modèles de travailleurs dans l'économie non socialisée et, enfin, inventions et modèles libres. Le droit au brevet ou au dépôt appartient dans ce dernier cas à l'inventeur ou à son ayant cause (art. 25, al. 1^{er} et 2).

Dans l'économie socialisée on appelle inventions et modèles ceux qui ont été réalisés à la suite d'un contrat d'entreprise ou à l'aide d'une unité de l'économie socialisée, ou bien par le travailleur d'une telle unité dans le cadre de son activité et en liaison avec son emploi (art. 23, al. 1^{er}). Cependant, lorsque le projet d'invention de travailleur n'a pas été jugé utile à appliquer dans l'économie socialisée, le ministre compétent autorise l'inventeur à breveter ou à déposer son oeuvre, au profit de l'auteur ou de son ayant cause (art. 97 et art. 24, al. 2 *in fine*). Les inventions et les modèles de travailleurs dans le cadre de l'économie socialisée, constituent «propriété de l'État». Le créateur a droit à une rémunération adéquate selon les taux en vigueur (art. 23, al. 1^{er} et art. 101 et s.). Actuellement les taux varient de 200 à 500 000 zlotys pour une invention et de 200 à 150 000 zlotys pour un modèle²².

²² La rémunération pour l'exploitation du projet par d'autres unités de l'économie socialisée est prise en considération à part. La rémunération pour un projet de rationalisation correspond à la rémunération pour un modèle d'utilité, et pour les projets relevant de la sécurité et l'hygiène du travail elle va de 400 à 2000 zlotys.

Lorsqu'une entreprise qui n'est pas unité de l'économie socialisée a conclu un contrat de travail ayant pour objet les inventions ou les modèles dans le domaine de son activité, le droit au brevet ou au dépôt appartient à cette entreprise. Si la rémunération stipulée est manifestement basse par rapport aux profits réalisés par l'entreprise sur cette invention ou sur ce modèle, le travailleur peut agir en justice en augmentation appropriée de cette rémunération (art. 25, al. 3 et 4).

En parlant par la suite d'inventions et de modèles utilitaires de travailleurs nous aurons en vue, conformément à la terminologie de la loi, les inventions et les modèles de travailleurs dans le cadre de l'économie socialisée.

3. *Droit à la qualité d'inventeur.* L'inventeur a droit à la qualité d'inventeur du projet donné, c'est-à-dire le droit de se comporter comme inventeur et de demander sur la voie légale que personne d'autre n'agisse en cette qualité. C'est un droit de la personnalité et non un droit patrimonial. On ne peut s'en désister ni le transférer à une autre personne. La qualité d'inventeur est constatée par l'Office des brevets qui délivre avec le brevet ou avec l'ordre d'enregistrement un certificat d'inventeur qui est inscrit au registre des brevets ou des modèles utilitaires (art. 14, al. 3, art. 16 et 77, al. 2 et art. 79). La qualité d'auteur d'un projet de rationalisation est constatée par la délivrance d'un certificat approprié, ce qui relève de la compétence de l'unité intéressée de l'économie socialisée (art. 88, al. 2 et 3).

Les certificats susmentionnés servent d'autre part à établir quelle est la personne ayant droit à la rémunération pour avoir fait une invention dans le secteur de l'économie socialisée.

4. *Licence obligatoire.* Nous avons déjà mentionné les contrats de licence²³. Les dispositions spéciales concernant ces contrats ne dérogent pas aux dispositions antérieures. En revanche, les dispositions sur la licence obligatoire ont subi quelques modifications.

L'Office des brevets peut instituer une licence obligatoire dans les trois cas suivants: 1° lorsqu'il a été constaté que l'invention ou le modèle utilitaire n'est pas exploité convenablement²⁴, 2° lorsque l'ayant droit au brevet ou au modèle utilitaire dérivé²⁵ demande que soit instituée à son profit une licence obligatoire d'exploitation

²³ V. *suprà*, p. III, 1, al. 2

²⁴ V. *suprà*, note 16.

²⁵ V. *suprà*, note 16.

de l'invention ou du modèle avec antériorité et, enfin, en liaison étroite avec l'économie socialiste, 3° lorsque l'exploitation de l'invention ou du modèle est nécessaire à la réalisation des objectifs prévus par les plans économiques et lorsque l'ayant droit à l'exploitation exclusive ne consent pas à la conclusion d'un contrat de licence (art. 49, al. 1 et art. 82). Cette dernière disposition prévient le recours excessif et superflu à la faculté d'expropriation du brevet ou du modèle au profit de l'État pour les buts de la défense de l'État ou pour l'exécution des tâches assignées par les plans économiques (cf. art. 73 et 82). D'ailleurs, en cas d'institution d'une licence obligatoire on fixe le montant d'une taxe de licence, de même que dans le cas d'expropriation on paye une indemnité.

Parmi les dispositions spéciales il faut mentionner celles qui concernent la modification d'une licence obligatoire. La décision instituant une licence ou une sous-licence obligatoire peut être modifiée après deux ans, à la requête de l'intéressé ou d'office, dans la partie concernant le contenu de la licence ou le montant de la taxe, lorsque par suite d'un changement essentiel des circonstances cette modification s'avère nécessaire pour des raisons d'équité (art. 51 et 82). Cette disposition qui est une nouveauté dans le droit polonais des brevets est à la fois assez proche de la clause sous-entendue *rebus sic stantibus* et se rattache aux règles générales d'admissibilité d'une modification de la décision administrative.

5. *Rémunération des inventions de travailleurs.* Il a déjà été fait mention de la rémunération due à l'auteur d'un projet d'invention ²⁶. Les règles de la fixation de cette rémunération se trouvent dans les §§ 58 - 83 de l'arrêté n° 74 du Conseil des ministres du 5 février 1963 concernant les règles d'organisation, de direction et de coordination des questions relatives aux inventions, de propagation des projets d'invention, ainsi que de rémunération et de financement en cette matière ²⁷. Il faut ajouter ici qu'en vertu de la disposition de l'art. 7 de la loi de 1962, les unités de l'économie socialisée peuvent commander dans des cas justifiés la solution des problèmes déterminés en matière d'invention aux équipes de rationalisateurs ou à des particuliers. Lorsque la rémunération stipulée serait inférieure à celle qui est due en vertu de l'arrêté

²⁶ V. *suprà*, p. III, 2, al. 2.

²⁷ *Moniteur Polonais*, n° 1, texte 110.

susmentionné du Conseil des ministres, le créateur a droit à une rémunération correspondant aux dispositions de cet arrêté (art. 106), alors même que le contrat ne contiendrait pas de clause en ce sens ou écarterait l'application de ces dispositions.

La prétention en rémunération précitée est une prétention de droit civil. Pour cette raison sont applicables à ces prétentions les dispositions de droit civil dans toutes les matières non réglées par les dispositions du droit des brevets. Cependant l'article 410 du Code civil n'est pas applicable en ce qui concerne les prestations indues, à moins que le paiement de la rémunération n'ait eu lieu au profit d'une personne de mauvaise foi ou par suite d'un fait pénal (art. 110 de la loi de 1962). La fixation de la rémunération est effectuée au cours d'une procédure devant les unités intéressées de l'économie socialisée, la solution définitive appartenant à une Commission d'arbitrage près l'Office des brevets.

6. *Rémunération pour l'exploitation dans l'économie socialisée des projets d'invention de non travailleurs.* Les projets de cette catégorie peuvent être exploités par les unités de l'économie socialisée en vertu de divers contrats, qui, soit transfèrent à ces unités (à l'État) le droit d'exploitation exclusive (de la propriété du brevet ou du modèle utilitaire), soit instituent des licences volontaires. D'autre part, il peut s'agir non pas de contrats de licence, mais de contrats de droit civil général²⁸.

Tous ces contrats sont des contrats de droit civil. Les parties peuvent y stipuler le montant, le mode et les délais de paiement ou bien peuvent adopter les règles obligatoires en matière de projets d'invention de travailleurs. Toute dérogation à ces règles exige cependant le consentement du ministre compétent (cf. les art. 94, 116 et 117 de la loi de 1962).

IV. LA PROTECTION DE DROIT CIVIL

D'après les art. 56 et 82 de la loi de 1962, celui dont le droit exclusif d'exploitation de *l'inventio* ou du modèle a été violé, peut demander que la violation cesse, qu'on fasse disparaître ses effets, que les fruits réalisés soient délivrés et que le dommage soit réparé. Ces prétentions ne dépendent pas de l'existence d'une faute, et encore moins du degré de la faute²⁹. La demande en délivrance des

²⁸ V. supra, p. III, 1, al. 2 et en particulier note 19.

²⁹ Elle va donc plus loin que la disposition de l'art. 415 C.c.

fruits réalisés n'exige pas qu'on démontre au cours du litige l'absence d'un fondement légal et n'est pas liée à l'existence d'un enrichissement du patrimoine de celui qui a violé le droit³⁰. Celui dont le droit a été violé peut en outre demander la publication dans la presse d'une déclaration ou du jugement, et lorsque celui qui a violé le droit a agit intentionnellement, une somme d'argent convenable à titre de réparation du dommage moral. Dans les affaires en violation du droit exclusif le tribunal statue également, à la requête de l'ayant droit, sur les objets illégalement produits et sur les moyens ayant servi à leur fabrication.

L'article 56 règle d'une façon semblable le problème de la protection du droit au brevet ou au dépôt³¹.

V. LES ÉCHANGES AVEC L'ÉTRANGER

Les principes généraux en cette matière ont déjà été exposés³². Comme nous l'avons dit, il existe également des dispositions spéciales.

Ainsi, d'après l'art. 53, al. 1^{er}, l'acquisition à un étranger des droits découlant de la délivrance d'un brevet ou de l'enregistrement d'un modèle en Pologne s'effectue par l'intermédiaire d'une entreprise autorisée à cet effet par le ministre du Commerce extérieur³³. D'après l'art. 74 i 75, al. 1^{er}, l'invention peut faire l'objet d'une demande de brevet et un modèle utilitaire peut faire l'objet d'une demande d'enregistrement à l'étranger après le dépôt préalable à l'Office polonais des brevets et seulement par l'intermédiaire de l'entreprise autorisée. Enfin, d'après l'art. 75, al. 1^{er}, les contrats d'exploitation des droits d'un brevet ou d'un modèle enregistré sont également conclus par l'intermédiaire de l'entreprise autorisée, lorsque le brevet ou l'enregistrement ont été obtenus à l'étranger. Les dérogations à ces règles ainsi que les conditions et la procédure sont fixés par le Conseil des ministres³⁴.

³⁰ Autrement: les art. 405 et 409 C.c.

³¹ La disposition de l'art. 55 parle cependant de la délivrance des «profits injustes» d'après les principes généraux, donc ceux des art. 866 - 870 C.c.

³² V. supra, p. III, *in pr.*

³³ C'est actuellement l'entreprise «PolSERVICE».

³⁴ Cf. le règlement du Conseil des ministres du 16 août 1963, J. des L. n° 41, texte 227.

En ce qui concerne les effets juridiques des contrats conclus en violation de ces dispositions la situation n'est pas tout à fait claire. Il est sûr toutefois que les contrats de ce genre ne produisent pas en Pologne les effets envisagés. La responsabilité pénale introduite à cet égard par l'art. 135 ne concerne que les ressortissants polonais.